



**HAL**  
open science

## Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan

Faruk Ülgen

► **To cite this version:**

Faruk Ülgen. Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan. Les Études du CERI, 2014, 210, pp.22-29. hal-04281260

**HAL Id: hal-04281260**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04281260>**

Submitted on 29 Feb 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan** *par Faruk Ülgen*

Après des années de croissance régulière, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan semblent avoir entamé en 2014 une période de fléchissement, dû en partie aux effets de la crise économique mondiale qui commencent à se faire sentir avec plus d'acuité dans la région. Le Turkménistan y échappe pour le moment grâce aux exportations de ses riches ressources en gaz naturel, qui lui permettent de soutenir de vastes programmes d'investissements publics en infrastructures et bâtiments. Toutefois, à l'instar de ce que l'on constate dans les trois autres pays de la sous-région, l'économie turkmène reste peu diversifiée. Elle se présente comme une économie rentière en ressources naturelles, structurellement fragile vis-à-vis des probables retournements sectoriels et mondiaux.

Quelles que soient les différences entre les quatre pays, l'ensemble constitue une zone toujours soumise à de fortes tensions et contraintes, qui déterminent les limites d'un processus de développement principalement lié à des ressources rentières. Elles viennent aujourd'hui principalement de l'instabilité politique, tant interne qu'entre les quatre pays, de l'absence d'orientation soutenue en matière de développement, de la forte dépendance économique et/ou politique vis-à-vis de partenaires puissants comme la Russie et la Chine, des lacunes persistantes dans les systèmes financiers, de la faiblesse des mécanismes publics de contrôle et d'orientation des activités économiques et des pratiques politiques alimentant souvent la corruption et le trafic en tout genre et à grande échelle et, enfin, des instabilités géopolitiques (interventions militaires occidentales permanentes, foyers de mouvements radicaux et terroristes, etc.).

C'est dans ce cadre problématique que l'évolution des quatre économies peut être comprise. L'année 2014 n'apporte pas de changement majeur par rapport à la précédente, mais elle permet d'évaluer des tendances lourdes dans la sous-région eu égard à l'évolution du monde.

### **Une région marquée par des singularités géographiques et économiques**

Peu diversifiées et peu développées en matière industrielle et technologique, les quatre économies sont très dépendantes des ressources naturelles (pétrole, gaz, or), ou encore de quelques productions agricoles à faible valeur ajoutée. Elles sont aussi très liées à l'évolution des économies russe et kazakhe, mais aussi, de plus en plus, à la demande chinoise.

La croissance du **Kirghizstan**, pays très montagneux qui abrite 5,6 millions d'habitants, a été en moyenne de 1,3 % par an au cours de la période 1990-2013. Malgré ses ressources hydrauliques, il reste très dépendant de l'extérieur sur le plan énergétique. Sa principale ressource naturelle est le gisement d'or de Kumtor, exploité par la société canadienne Centerra Gold. Après des années de conflits, un accord a été conclu qui prévoit sa cession à l'Etat kirghize en 2026, et donc une prise en main du contrôle des ressources naturelles par les pouvoirs publics. Dans l'ensemble, les métaux précieux et les produits minéraux ont composé 60 % des exportations en 2014. L'économie reste tributaire, comme celle du Tadjikistan, des transferts de fonds des travailleurs émigrés, principalement localisés en Russie et au Kazakhstan. Les fonds entrants, qui représentaient un peu plus de 1 milliard de dollars en 2010, sont évalués à près de 2 milliards en 2013-2014 (32 % du PIB). En dehors de ces deux postes (or et transferts) qui dépendent fortement des aléas extérieurs (fluctuations internationales, expansion/contraction des économies hôtes), le pays reste sans stratégie industrielle pertinente. En revanche, en ce qui concerne le classement de la Banque mondiale « Facilité des affaires » (*Doing Business*), l'économie kirghize devance largement celles des trois autres pays d'Asie centrale puisqu'elle obtient le meilleur score, qui passe de 70 en 2013 à 68 en 2014, alors que pour le Tadjikistan par

exemple, ce score décroît de 141 à 143 en 2013-2014. En ce qui concerne les services, selon les « Key indicators for Asia and the Pacific 2014 » de la Banque asiatique de développement, leur part augmente régulièrement depuis quatre ans pour atteindre 60 % en 2014, sous l'effet du secteur de la construction qui a crû de 18,5 % au cours de l'année, alors que les secteurs « verre », « ciment » et « mines » (autres que l'or) connaissent un déclin. Cela explique en partie les difficultés à équilibrer la balance courante avec l'extérieur, dont le solde négatif accuse une détérioration nette s'établissant autour de 15,5 % du PIB en 2014, après 12,6 % en 2013. Parallèlement, l'inflation se maintient à un niveau compris entre 6 et 7 %, en raison d'une dépréciation du som consécutive à celles du rouble russe et du tenge kazakh dont il dépend beaucoup. La Banque centrale est intervenue pour contenir ces pressions à la dépréciation, mais a ensuite axé sa politique sur la constitution de réserves de change équivalent à trois mois d'importations.

Comme le Kirghizstan, **le Tadjikistan**, l'autre pays montagneux, est très dépendant des transferts de fonds de ses citoyens travaillant principalement en Russie et au Kazakhstan. Évalués à 2 milliards de dollars en 2010, ces fonds atteindraient plus de 4 milliards en 2014, soit 46,6 % du PIB. Il compte 8,2 millions d'habitants et connaît une forte croissance démographique (2,3 % par an). Imprégné du fondamentalisme musulman qui marque ce début du XXI<sup>e</sup> siècle dans les pays en développement frontaliers de l'Afghanistan, c'est un État peu stable qui subit souvent les contrecoups des affrontements fratricides (guerre civile entre 1992-1997) et des périodes d'insécurité intérieure (comme en 2010-2012). Devenu membre de l'OMC en 2013, il reste très lié, militairement et politiquement, à la Russie. Malgré une topographie difficile, des cultures irriguées comme le coton, les céréales, les fruits et légumes y sont assez développées. Le Tadjikistan est bien doté en énergie hydraulique, ce qui lui assure une production hydroélectrique abondante. Il dispose aussi d'un potentiel pétrolier et gazier et de quelques richesses en matières premières comme les minerais ou l'aluminium. L'accord qu'il a conclu en mars 2013 avec l'Afghanistan et le Turkménistan pour la construction d'une ligne de chemin de fer d'un coût estimé à près de 2 milliards de dollars présage de futurs investissements. Parallèlement, si l'accord signé en juin 2013 entre Total, Tethys et CNPC concernant le projet Bokhtar aboutissait, le Tadjikistan pourrait devenir l'un des principaux producteurs de gaz de la région. Mais son économie demeure principalement fondée sur l'agriculture et l'exploitation des ressources naturelles : les activités industrielles constituent moins de 5 % de l'emploi total, avec une production dont la croissance est attendue de l'ordre de 3 % seulement en 2014, contre 6,6 % au cours de la même période de l'année précédente. Cette chute est due à une baisse de la production d'aluminium, qui n'a pas pu être compensée par la hausse de la production de charbon et de ciment. Le pays doit aussi faire face à sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur (60 % des produits alimentaires sont importés), à une forte corruption et au narcotraffic qui confèrent la part du lion à l'économie informelle dans la production des richesses.

Mieux loti que les deux pays précédents, **l'Ouzbékistan** bénéficie, outre de moyens d'irrigation qui lui permettent de fournir du coton, des fruits et du vin, de ressources naturelles comme le pétrole et le gaz naturel. Mais la très forte production de coton, qui occupe la moitié de la surface cultivée du pays, contribue à une pollution à grande échelle de la mer d'Aral et alimente un problème régional de taille : celui du partage et de la gestion des ressources hydrauliques dans la région. Son économie a connu en 2013-2014 une évolution croissante dans l'industrie et dans les services, qui occupent 60 % de l'emploi total pour 50 % du PIB, et les investissements publics, engagés dans de vastes programmes de développement, ont continué à croître de l'ordre de 11 % en 2014. Avec près de 29 millions d'habitants et une forte expansion démographique (1,8 % par an), l'Ouzbékistan est le pays le plus densément peuplé de la sous-région (55 habitants par kilomètre carré) et a le taux de croissance le plus élevé après le Turkménistan. Mais cette croissance est principalement portée par la montée des prix des produits exportés et par les investissements publics, et risque de ne pas résister longtemps à la baisse du solde (positif) de la balance courante avec l'extérieur. En effet, si le pays dispose actuellement de l'équivalent de plus de seize mois d'importations en réserves officielles de change, le solde courant a été divisé par quatre entre 2011 et 2014, pour s'établir finalement à environ

2,2 % du PIB, un peu mieux qu'en 2013. Cette amélioration relative ne présage pas nécessairement d'un renforcement de la position extérieure du pays puisque les prévisions les plus optimistes tablent sur la continuité du ralentissement du niveau d'activité des principaux partenaires de l'Ouzbékistan à l'horizon 2015. La demande en gaz naturel, les exportations d'or, de coton et de produits alimentaires ne devraient pas repartir suffisamment, alors que l'envolée des importations suit les investissements publics ambitieux. Les prévisions de croissance de la BAD pour l'année, qui tablaient sur 8 %, ont ainsi été revues à la baisse à l'automne 2014, de l'ordre de 7 %, ce qui semble confirmer une tendance plus générale des économies de la sous-région.

Devant l'Ouzbékistan, **le Turkménistan**, pays désertique à forte croissance démographique (1,9 % par an) qui compte 5,3 millions d'habitants, est riche en ressources naturelles d'exportation (pétrole, gaz) et détient la première réserve en gaz naturel de la région (et la quatrième réserve mondiale), avec les gisements situés près du bassin d'eau de l'Amou-Daria et celui de Yolotan-Oman dans le sud-est du pays. Selon le *World Economic Outlook* du FMI d'octobre 2014, le Turkménistan est, comme son voisin ouzbek, l'un des rares pays du monde en développement à avoir une position extérieure nette créditrice. S'il est très enclavé, peu diversifié et très interventionniste dans le domaine économique, son taux de croissance est le plus élevé de la sous-région : il approche 11 % en 2014, en augmentation par rapport à celui de l'année précédente. Cette performance est principalement due à l'investissement public dans les secteurs de la construction et des transports, et à l'exploitation du gaz naturel dont la production a continué de croître en 2014 grâce à l'utilisation du gisement de Galkynych, le deuxième au monde. Les relations économiques que le pays entretient avec la Chine et l'Iran à travers ses exportations de gaz lui permettent une relative indépendance vis-à-vis de la crise économique en Europe. Malgré un taux de croissance élevé, l'inflation attendue reste relativement faible, inférieure à 6 %, grâce à l'évolution des prix mondiaux des produits alimentaires, au taux de change fixe et au contrôle des prix. L'agriculture occupe la place prépondérante en termes d'emplois, mais l'industrie et les services (grâce aux activités d'extraction et de traitement liées au gaz et aux investissements en infrastructures techniques) demeurent les contributeurs majoritaires au PIB, avec près de 85 % en 2014.

### **Une évolution macroéconomique en demi-teinte, mais relativement stable**

Les évolutions en cours placent le quatuor dans une perspective de croissance descendante à cause de la baisse simultanée des exportations, des investissements directs étrangers et des transferts de fonds des travailleurs migrants. Le ralentissement de la croissance des marchés émergents partenaires, comme ceux de la Chine, la Russie et la Turquie, en constitue la principale explication. En effet, les difficultés de l'économie russe devraient provoquer une réduction des transferts de fonds dont bénéficient le Kirghizstan et le Tadjikistan, et une baisse des exportations pour le Turkménistan et l'Ouzbékistan. Si cela s'accompagnait d'un affaiblissement de la croissance chinoise, le Turkménistan, qui exporte 90 % de son gaz vers la Chine et la Russie, et le Kirghizstan, qui reçoit de considérables IDE de la Chine, verraient leur croissance ralentir. Les pays exportateurs de pétrole et de gaz comme l'Ouzbékistan et le Turkménistan devraient contrôler davantage leurs dépenses et renforcer des projets alternatifs de façon à devenir moins dépendants des fluctuations de leurs produits sur les marchés mondiaux. Les pays importateurs, comme le Kirghizstan et le Tadjikistan devraient consolider leurs bases fiscales en réduisant l'emprise de l'économie informelle sur la société (par exemple l'importance du commerce de transit de marchandises chinoises au Kirghizstan, celle du narcotrafic au Tadjikistan), afin de se préparer à de futurs chocs sur les marchés mondiaux. Le Kirghizstan et le Tadjikistan pourraient s'attendre alors à des déficits à la hausse. Ce scénario est aussi valable pour les équilibres internes que pour les équilibres externes. En effet, le rétablissement de l'équilibre budgétaire n'est pas attendu au Kirghizstan, où la dette publique (52 % du PIB) devrait être supérieure de 4 points à son niveau de 2013, ni au

Tadjikistan. De même, le déficit du compte courant avec l'extérieur devrait augmenter de plus de 3 points par rapport à 2013 en s'établissant à 15,5 % pour le Kirghizstan et de 0,2 point pour le Tadjikistan, se situant à 2,1 % du PIB en 2014. Au Turkménistan, la dette publique est anticipée à la baisse, et le compte courant devrait y retrouver l'équilibre (passant de -3,3 % à 0,2 % du PIB en 2014), tandis que son excédent augmenterait légèrement pour l'Ouzbékistan (de 1,7 % à 2,2 %). Mais ces ralentissements ne devraient pas affecter l'évolution de l'inflation qui resterait relativement stable, voire légèrement décroissante, pour la période 2012-2015.

En ce qui concerne le taux de chômage, les recensements rencontrent souvent des problèmes de fiabilité des statistiques, comme d'ailleurs l'ensemble des données macroéconomiques. Les chiffres officiels fournis par les autorités de chaque pays montrent une stabilité du chômage à un niveau non significatif, sauf pour le Kirghizstan où il se situe autour de 8 %, alors que, dans leur ensemble, ces économies sont très dépendantes des ressources naturelles et sujettes aux fluctuations irrégulières, tant climatiques que mondiales. En revanche, une analyse plus ciblée montre l'existence d'une dynamique préoccupante. En effet, ces pays ont des populations jeunes (un tiers des populations sont dans la tranche 0-14 ans), mais faiblement engagées dans le système productif. Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) se situe aux alentours de 15-20 % et celui de la population féminine cinq points au-dessus, ce qui pourrait se transformer en un problème social lié à l'absence d'horizon lisible et attractif pour les forces vives de ces économies en développement.

### **Investissements directs de l'étranger et relations commerciales**

La sous-région présente des enjeux économiques liés notamment à ses ressources naturelles « attractives ». L'Ouzbékistan et le Turkménistan sont parmi les pays les plus riches au monde en ressources gazières, ce qui pousse l'Europe et la Chine à renforcer leurs relations avec eux afin de réduire la pression russe sur leurs besoins énergétiques. Outre la mise en œuvre de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan en 2006, la sous-région foisonne de projets concurrents comme le projet TAP de gazoduc transadriatique, développé par un consortium composé de BP, Total, du norvégien Statoil et de l'azerbaïdjanais Socar. Quant au gazoduc South Stream, organisé par l'italien ENI et le russe Gazprom, c'était un projet éminemment politique qui a buté sur des considérations stratégiques de l'Union européenne, et dont la Russie a annoncé l'abandon début décembre 2014, en grande partie en raison des tensions croissantes dues aux instabilités en Ukraine. La Chine cherche également à établir un contrôle économique dans la région en fonction de ses besoins énergétiques en termes d'indépendance vis-à-vis des grands exportateurs de ressources naturelles comme la Russie. Un accord conclu entre la Chine et le Kirghizstan, d'un montant de 3 milliards de dollars, prévoit, outre la construction de routes et de centrales thermoélectriques, celle du tronçon kirghize d'un nouveau gazoduc, prévu pour 2017, qui reliera le Turkménistan à la Chine en traversant les trois autres pays de la sous-région. Résultat de ces enjeux, et d'une conjoncture mondiale spécifique favorable aux économies en développement et aux pays émergents, les IDE à destination des quatre pays évoluent de façon remarquable, mais instable. En effet, si l'on recoupe les dernières données disponibles en 2014 de la BAD, de la Banque mondiale et de la Cnuced, il apparaît que le Kirghizstan a multiplié par plus de deux le montant des IDE reçus au cours de la période 2012-2013 (passant de 372 à 758 millions de dollars) après le règlement du problème de l'exploitation d'or de Kumtor, à l'instar de l'Ouzbékistan qui a vu les flux entrant s'établir à un milliard de dollars au lieu de 674 millions un an plutôt. Le Tadjikistan et le Turkménistan en revanche ont connu une baisse dans ce domaine, avec des entrées qui ont été, respectivement, de 108 millions (au lieu de 198 en 2012) et de 3,061 milliards (au lieu de 3,12) à la fin de 2013.

Il s'avère aussi que les relations commerciales du quatuor sont très marquées par les exportations de marchandises à destination de l'Asie, tandis que l'Europe prend une deuxième place timide dans

la répartition. Ainsi, les exportations du Kirghizstan vers l'Asie sont-elles passées de 41,1 % en 1990 à 72,9 % en 2013, tandis que celles destinées à l'Europe évoluaient respectivement de 57,5 % à 18,2 %. Le Turkménistan connaît le même renversement puisqu'il ne destinait en 1990 que 4,4 % de ses exportations totales de marchandises à l'Asie, tandis que 92 % étant expédiées vers l'Europe. Or en 2013, ses exportations se sont élevées à 80,2 % vers l'Asie et 11,5 % vers l'Europe. Pour l'Ouzbékistan, les chiffres sont, respectivement, de 12,7 % et 73,1 % vers l'Asie et 80,6 % et 24 % vers l'Europe pour les mêmes années de référence. Au Tadjikistan, la répartition est de 37 % et 68,8 % pour l'Asie et de 52,8 % et 16,7 % pour l'Europe. Voilà qui témoigne d'un ancrage de plus en plus prononcé des pays d'Asie centrale dans leur région et aussi, indirectement, de leur difficulté à accéder à des marchés plus lointains en Europe. Même si le quatuor reçoit la majorité des IDE de la part de ses partenaires régionaux, ces répartitions témoignent aussi du renforcement de leur dépendance économique vis-à-vis de puissances régionales peu stables comme la Russie. Quant aux importations, l'attractivité de l'Europe en la matière semble effritée. Le Kirghizstan ne lui achetait plus que 28,9 % de ses importations de marchandises en 2013, contre 55,1 % vingt-trois ans auparavant ; le Tadjikistan importait seulement 24,4 % depuis l'Europe contre 82,4 % en 1990 ; l'Ouzbékistan 39,3 % contre 61,8 % et le Turkménistan 42 % contre 65 %.

### **Les problèmes persistants : la pauvreté, le développement, la gouvernance**

Si elle décroît par rapport aux années 1990, la pauvreté reste forte dans la sous-région. Avec un seuil de pauvreté de 2 dollars par jour, la proportion de la population pauvre se situait à 34 % en 2013 au Kirghizstan, ce qui est proche de la situation au Tadjikistan (36 %) et au Turkménistan (30 % en 2004). C'est l'Ouzbékistan qui obtient le meilleur score avec 17 % (en 2011). En revanche, le coefficient de Gini dénote une réduction des inégalités et un tassement du rapport entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres au Kirghizstan et en Ouzbékistan, contrairement à la situation observée au Turkménistan et au Tadjikistan. Ces scores mitigés accompagnent des résultats décevants en matière de développement sociopolitique et font de la gouvernance et de la démocratie les points les plus noirs de ces sociétés asiatiques. Comme le souligne le *Global Competitiveness Report 2014* du Forum économique mondial, le Kirghizstan et le Tadjikistan se révèlent fragiles en ce qui concerne la qualité de leurs institutions et les irrégularités dans l'exécution des contrats, ce qui accompagne les faiblesses en matière d'innovation et d'aptitude technologique. Ainsi, le Tadjikistan se situe à la 91<sup>e</sup> place en 2014 et le Kirghizstan à la 108<sup>e</sup> place sur 144 pays classés, néanmoins en progrès par rapport à 2013.

Les quatre pays sont dans la catégorie moyenne selon les termes de l'indice de développement humain en 2013, mais ils accusent des tendances divergentes selon les indicateurs choisis. Le Turkménistan atteint le meilleur score du quatuor avec 0,698 à la 103<sup>e</sup> place sur 187 pays du *Rapport sur le développement humain 2014* de l'ONU en juillet 2014. L'Ouzbékistan se trouve à la 116<sup>e</sup> place, le Kirghizstan à la 125<sup>e</sup> et le Tadjikistan à la 133<sup>e</sup>. Ces chiffres soulignent une détérioration franche de la situation pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan, tandis que le Tadjikistan et le Kirghizstan voient leurs scores s'améliorer. De même, les dernières données sur la transparence et la responsabilité, liées aux différents aspects du processus politique et aux libertés civiques, placent l'Ouzbékistan et le Turkménistan parmi les derniers pays du monde, juste après la Chine, le Myanmar et le Laos. Et selon le critère d'efficacité gouvernementale, le Turkménistan se place parmi les derniers, après les îles Marshall, le Myanmar et l'Afghanistan. Ces résultats posent également la question des liens entre les résultats macroéconomiques et le développement. De façon plus générale et sur le plan socioéconomique, la corruption apparaît comme un fléau qui classe les quatre pays, l'un après l'autre, juste après l'Afghanistan, dans le haut du palmarès mondial.



## Perspectives d'intégration régionale

Le Bélarus, le Kazakhstan et la Russie, après avoir fait l'expérience durant les années précédentes d'une union douanière, ont signé, en mai 2014, un traité établissant la première étape de l'Union économique eurasiatique, forte de 170 millions d'habitants et de 2 400 milliards de dollars de PIB. Son objet est d'établir un véritable marché commun, et la détention de ressources naturelles stratégiques qui la caractérise pourrait lui conférer un poids économique lourd dans le concert international. Elle s'est déjà élargie à l'Arménie, à l'occasion des accords signés le 10 octobre 2014 à Minsk, et affiche l'ambition d'intégrer aussi le Kirghizstan et le Tadjikistan dans un futur proche. En effet, suite aux engagements qu'a pris le président Atambayev lors d'une rencontre avec le président Poutine à Sochi au début du mois d'août 2014, le parlement de la République kirghize (qui est membre de l'OMC depuis 1998) a approuvé à l'issue du même mois le programme d'accession du pays à l'UEE. Lors de cette rencontre, la Russie a offert une aide financière de 500 millions de dollars au Kirghizstan, afin de soutenir le processus d'intégration. Bichkek espère ainsi atténuer les conflits interethniques qu'il doit gérer avec l'Ouzbékistan, et les conflits frontaliers qui enveniment ses relations avec le Tadjikistan, mais aussi faire face aux instabilités dues aux événements en Ukraine et à la montée du radicalisme islamiste dans la région.

Le Tadjikistan se déclare également désireux d'entrer dans l'UEE, mais certains problèmes spécifiques nécessitent qu'il trouve des solutions préalables à une adhésion pleine : le conflit avec le Kirghizstan, le trafic de drogue avec l'Afghanistan, la diminution de la production dans les secteurs de l'aluminium et du coton. En contrepartie, le pays espère trouver dans son intégration un plus grand accès aux marchés de l'Union, y compris au marché du travail. Son éventuelle adhésion risque cependant de soumettre ses entreprises fragiles à la compétition ouverte avec les firmes russes ou kazakhes.

Le Turkménistan semble vouloir rester à l'écart de l'influence russe dans la région et utiliser ses riches ressources naturelles pour s'allier davantage à l'Ouest, mais aussi à la Chine qui demeure son principal partenaire commercial.

De même, l'Ouzbékistan n'est pas très désireux d'entrer dans l'Union économique eurasiatique et préfère rester isolationniste, même s'il réalise la plupart de ses échanges extérieurs avec la Russie, qui appelle à son intégration.

Quoiqu'il en soit, les quatre pays souffrent de fragilités qui les exposent aux aléas de la conjoncture internationale, mais aussi à des problèmes structurels internes. Ces vulnérabilités sont notamment dues aux instabilités politiques, à leur dépendance économique extérieure, à la faiblesse de leurs systèmes productifs, à la corruption et à l'importance des réseaux d'économie informelle qui empêchent l'établissement d'une base fiscale et administrative soutenable à l'égard du processus de développement souhaité. Néanmoins, la création de l'UEE, principalement élaborée à l'initiative de la Russie, semble marquer profondément l'évolution des pays de la région. L'année 2014 a constitué une nouvelle étape dans le processus de développement d'une région extrêmement fragile, mais potentiellement riche d'avenir.

## Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

### Kazakhstan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB	7,3	7,5	5,0	6,0	4,5
PIB par habitant (PPA euros)	13 700	15 900	16 900	18 300	–
Prix à la consommation	7,1	8,3	5,2	5,8	9
Taux de chômage (en %)	5,8	5,4	5,3	5,2	5,1
Solde des administrations publiques (en % du PIB)*	1,5	6,0	4,5	5	3,8
Dette publique (en % du PIB)	14,8	12,3	13,0	13,3	15
Dette extérieure (en % du PIB)	80,1	71,8	65,1	64,5	–
Importations (en milliards de dollars)	24,8	29,0	38,0	38,2	35,8
Exportations (en milliards de dollars)	46,2	61,2	67,6	64,4	62,9
Balance courante (en % du PIB)	0,9	5,4	0,5	0,5	1,3

Sources : WIIW ; \* : FMI  
(p) : prévision

### Kirghizstan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, en milliards de dollars)	4,8	6,2	6,6	7,2	7,5
Croissance réelle du PIB (changement annuel, en %)	-0,5	6	-0,9	10,5	4,4
PIB par tête (PPA dollars)	2 200	2 353	2 349	2 610	2 740
Croissance du PIB par tête (en % annuel)	-1,6	4,6	-2,1	9,7	5
Prix à la consommation (croissance annuelle, en %)	7,8	16,6	2,8	6,6	6,1
Taux de chômage (en %)	8,6	7,9	7,7	7,6	7,5
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-6,3	-4,6	-5,3	-4	-4,2
Dette publique (en % du PIB)	59,7	49,4	49	47,7	51,9
Dette extérieure (en % PIB)	91,4	76,3	79,3	74,2	76,5
Exportations (en milliards de dollars)	2,5	3,4	3,5	4	4,4
Importations (en milliards de dollars)	3,9	5,1	6,4	6,9	7,5
Solde de la balance commerciale (en % du PIB)	-25,1	-26,9	-49,6	-49,3	–
Balance courante (en % PIB)	-6,4	-6,5	-15	-12,6	-15,5

Sources : Compilation par l'auteur de données fournies par le FMI et la BAD  
(p) : prévision

### Ouzbékistan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, en milliards de dollars)	39	45,4	51,2	56,5	61,7
Croissance réelle du PIB (changement annuel, en %)	8,5	8,3	8,2	8	7
PIB par tête (PPA dollars)	2 994	3 238	3 523	3 777	4 040
Croissance du PIB par tête (en % annuel)	6,8	5,3	5,6	6,3	6,9
Prix à la consommation (croissance annuelle, en %)	9,4	12,8	12,1	11,2	11
Taux de chômage (en %)	0,1	0,1	0,1	–	–
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	4,9	8,8	8,5	1,3	0,8
Dette publique (en % du PIB)	10	9,1	8,6	8,6	8,6
Dette extérieure (en % PIB)	14,8	13,3	13	13	13,2
Exportations (en milliards de dollars)	12,5	15	14,2	15,6	16,9
Importations (en milliards de dollars)	11,2	14,2	16,8	18	19,2
Solde de la balance commerciale (en % du PIB)	7,6	7,4	3,1	4,2	–
Balance courante (en % PIB)	6,2	5,8	1,2	1,7	2,2

Sources : Compilation par l'auteur de données fournies par le FMI et la BAD  
(p) : prévision



## Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

### Tadjikistan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, en milliards de dollars)	5,6	6,5	7,6	8,5	9,2
Croissance réelle du PIB (changement annuel, en %)	6,5	7,4	7,5	7,4	6,2
PIB par tête (PPA dollars)	1 924	2 057	2 204	2 354	2 486
Croissance du PIB par tête (en % annuel)	5,5	7,4	4,7	5,8	4,4
Prix à la consommation (croissance annuelle, en %)	6,5	12,4	5,8	5	5,4
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	-3	-2,1	0,6	-0,8	-0,9
Dettes publiques (en % du PIB)	36,3	35,4	32,3	29,2	28,2
Dettes extérieures (en % PIB)	50,5	48,3	46,2	43,2	41,6
Exportations (en milliards de dollars)	0,9	1,2	1,6	1,6	1,7
Importations (en milliards de dollars)	3	4,4	5,1	5,6	6,1
Solde de la balance commerciale (en % du PIB)	-50,7	-54,7	-46,6	-44,7	-
Balance courante (en % PIB)	-1,2	-4,8	-2	-1,9	-2,1

Sources : Compilation par l'auteur de données fournies par le FMI et la BAD  
(p) : prévision

### Turkménistan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, en milliards de dollars)	22,1	29,2	35,2	40,6	47,4
Croissance réelle du PIB (changement annuel, en %)	9,2	14,7	11,1	10,2	10,7
PIB par tête (PPA dollars)	6 744	7 766	8 640	9 509	10 519
Croissance du PIB par tête (en % annuel)	7,6	13,1	9,5	8,6	9,4
Prix à la consommation (croissance annuelle, en %)	4,4	5,3	5,3	6,6	5,7
Solde des administrations publiques (en % du PIB)	2	3,6	6,4	0,2	-0,3
Dettes publiques (en % du PIB)	4,1	10	18,1	20,6	15,8
Dettes extérieures (en % PIB)	4,1	10	18,1	20,6	15,8
Exportations (en milliards de dollars)	10,3	17,4	20,6	20,7	22,3
Importations (en milliards de dollars)	10,9	14,1	17,3	18,9	19,7
Solde de la balance commerciale (en % du PIB)	10,2	21,6	18,7	14,1	-
Balance courante (en % PIB)	-10,6	2	0	-3,3	0,2

Sources : Compilation par l'auteur de données fournies par le FMI et la BAD  
(p) : prévision